

Chine

Les succès alimentaires en Chine : contraintes et incertitudes

Claude Aubert

Depuis que les réformes ont révolutionné les campagnes chinoises, tout en revitalisant l'ensemble de l'économie, l'agriculture a fait l'objet d'opinions étonnamment contradictoires. D'un côté, la plupart des observateurs s'accordent pour reconnaître les succès obtenus, allant même pour certains jusqu'à parler de « miracle » [1], tandis que d'autres lancent des cris d'alarme, estimant que la Chine pourrait provoquer à terme une crise mondiale des subsistances [2].

Le fait que la Chine soit le dernier grand pays communiste du monde n'est sans doute pas sans influencer sur les opinions des uns ou des autres. Et les controverses s'alimentent elles-mêmes des fortes incertitudes qui pèsent sur les statistiques officielles. Si l'on ajoute que la taille même de la Chine fait que le moindre déséquilibre interne peut conduire à des bouleversements considérables sur les marchés mondiaux des produits agricoles, nous avons là tous les ingrédients pour donner corps aux appréciations les plus diverses, tant sur la situation actuelle que sur les perspectives à long terme de ce pays continent.

Le présent article ne prétend pas donner des réponses définitives quant au futur de l'agriculture chinoise. Il essaiera seulement de cerner les progrès effectués au

cours des quinze dernières années, permettant de risquer une appréciation globale sur la situation alimentaire en Chine. Il s'efforcera aussi de mettre en évidence les facteurs limitant la croissance ultérieure des productions. Il soulignera, enfin, les zones d'ombre dans notre connaissance de la situation réelle en Chine, qui font que ce pays reste à bien des égards une inconnue majeure pour l'évolution future des marchés mondiaux, particulièrement en ce qui concerne le commerce international des grains [3].

Les succès de l'agriculture chinoise

Pour autant que l'on puisse prêter foi aux statistiques officielles de production – et nous ne disposons pas d'autres données chiffrées –, les succès de l'agriculture chinoise paraissent singulièrement impressionnants et semblent indiquer que la population, prise dans son ensemble, dispose maintenant de ressources alimentaires plus que satisfaisantes (tableau 1).

Les progrès ont été particulièrement spectaculaires au début des années 80, quand le processus de décollectivisation a provoqué une forte progression des récoltes, la production de grains augmentant ainsi d'un tiers entre 1978 et 1984 (d'après la définition chinoise, les « grains » incluent, outre les céréales, les tubercules et le soja). Alors que les dis-

ponibilités brutes avaient stagné à moins de 300 kilos de grains par tête et par an au cours des trois décennies précédentes, elles atteignaient alors 390 kilos et se sont maintenues depuis à un niveau élevé, entre 360 et 385 kilos (384 l'an dernier, avec une récolte record de 465 millions de tonnes).

Ce niveau élevé de disponibilités, combiné à un élevage plus efficient dans les fermes familiales, a ouvert la voie à une croissance encore plus extraordinaire des productions animales. L'an dernier, avec 50 millions de tonnes de viande produites, les disponibilités par tête dépassaient les 40 kilos par habitant, soit plus que le niveau observé dans un pays développé comme le Japon... Ce chiffre reste bien sûr sujet à caution, mais il est indéniable que l'élevage a connu un essor sans précédent : sur la base des données officielles, la production de viande rouge (porc, bœuf et mouton) aurait été multipliée par quatre en moins de quinze ans, et la chair de volaille par cinq.

Des progrès similaires peuvent également être observés pour les autres productions vivrières. C'est ainsi que la production d'oléagineux (colza, arachide pour l'essentiel) a été multipliée par quatre durant la même période, tandis que les récoltes de canne à sucre étaient triplées et celles de betterave multipliées par cinq (tableau 1).

Ces augmentations de production ont permis une amélioration considérable de la ration alimentaire. En dépit des incertitudes tenant au manque de fiabilité des chiffres de consommation publiés par les statisticiens chinois, il est possible de

C. Aubert : INRA-ESR, Station d'économie et de sociologie rurales, 65, boulevard de Brandebourg, 94205 Ivry cedex, France.

Tirés à part : C. Aubert

reconstituer l'évolution de cette ration dans le temps (voir nos estimations, *tableau 2*). La ration calorique est probablement restée inférieure à 2 100 kilocalories par tête et par jour jusqu'à la fin des années 70, incapable donc d'éviter à la population tout risque de famine. Cette ration est maintenant d'environ 2 600 kilocalories, assurant une réelle sécurité alimentaire à la majeure partie de la population.

En outre, alors que la diète chinoise était par le passé à dominante végétarienne avec 85 % des apports caloriques provenant des seuls grains, l'alimentation carnée a connu ces dernières années des avancées considérables. Les grains ne constituent plus que les deux tiers des apports caloriques et les consommations de viande ont atteint des niveaux records : 25 kilos de viande rouge par tête en 1994 (selon des estimations très conservatrices), auxquels s'ajoutent près de 5 kilos de chair de volaille, 10 kilos d'œufs, 6 kilos de poissons (sans compter les prises marines), etc.

Bien entendu, ces chiffres ne sont que des moyennes, et la question se pose des disparités de consommations tant sociales que géographiques.

De toute évidence, les paysans consomment moins de produits animaux que les citadins : 20 kilos de viande rouge contre 35 d'après nos estimations, moitié moins de volaille et d'œufs. Il semblerait toutefois que les rations paysannes de viande aient augmenté plus rapidement que

celles des urbains au cours des dix dernières années, réduisant à cet égard le fossé qui sépare encore ruraux et citadins (fossé qui s'est, au contraire, aggravé au niveau des revenus) [4].

Les variations régionales ne sont pas moins importantes. Si l'on prend les disponibilités brutes de grains par tête comme indicateur de l'abondance relative des ressources alimentaires, ces variations vont du simple au double, avec seulement 270 kilos dans le Sud-Ouest de la Chine (provinces du Yunnan et du Guizhou) contre 590 kilos dans le Nord-Est (la Mandchourie bénéficie là d'un rapport terre/homme extrêmement favorable, peu caractéristique du reste de la Chine). Cependant, si l'on exclut les provinces excentriques pour ne considérer que les zones les plus peuplées de la Chine, les écarts de disponibilité sont beaucoup plus réduits : 385 kilos dans la plaine du Nord (Pékin, Tianjin, Hebei, Henan, Shandong), 415 kilos dans le Centre Nord (Shanghai, Jiangsu, Anhui, Hubei), 390 kilos dans le Centre Sud (Hunan, Jiangxi, Zhejiang), 380 kilos au Sichuan..., soit une différence de 10 % seulement pour un ensemble groupant plus des deux tiers de la population chinoise. Plus encore, ces écarts se sont réduits au cours des quinze dernières années : en 1980, les disponibilités n'étaient que de 305 kilos dans la plaine du Nord contre 400 dans le Centre Sud, soit une différence de 30 % (*figure*). Toutes ces régions sont en fait autosuffi-

santes, voire excédentaires, en grains. En revanche, le Sud-Est de la Chine est devenu déficitaire avec seulement 280 kilos de grains par personne (310 en 1980) : dans les provinces côtières développées du Guangdong et du Fujian, ce déficit est en fait résorbé par des importations en provenance de l'intérieur (ou, comme l'an dernier, de l'étranger) et la situation alimentaire y est en général bien meilleure que dans le reste du continent.

Les seules régions connaissant de réels problèmes alimentaires sont donc celle du Sud-Ouest déjà mentionnée, les deux provinces semi-arides du Nord-Ouest (Shanxi et Shaanxi, dans la région du Loess) et quelques zones arides de l'Extrême-Ouest chinois (Ningxia, Gansu...). Ces provinces sont précisément les plus pauvres de toute la Chine, et c'est là que se trouvent la plupart des quelque 70 millions de « pauvres » officiellement recensés en Chine rurale, confrontés à d'immenses difficultés pour se nourrir et se vêtir et auxquels des programmes spécifiques tentent de venir en aide.

À ces populations pauvres des zones déshéritées de par le climat (Nord-Ouest) ou la topographie (Sud-Ouest) s'ajoutent les paysans pauvres des régions agricoles riches : une enquête réalisée en 1990 dans sept provinces de la Chine a ainsi montré que, dans la strate la plus pauvre des villageois (l'enquête distinguait six strates de revenus), la ration calorique n'était que de 1 900 kilocalories contre 2 900 chez les plus riches [5]. Même en tenant compte de ces disparités intra-provinciales, il semble toutefois que la grande pauvreté et les situations de réelle détresse alimentaire soient relativement circonscrites en Chine. En doublant le chiffre officiel des pauvres [6], on obtiendrait encore moins de 15 % de la population pour lesquels la sécurité alimentaire ne serait pas assurée. Le chiffre de pauvres absolus serait passé de 250 millions de personnes, en 1978, à 70 millions, en 1994. Dans le même temps, le coefficient de Gini pour les revenus paysans, passé de 0,21 à 0,32, suggère une polarisation sociale dans les campagnes laissant penser que le nombre de pauvres y est plus élevé qu'officiellement recensé. Dans les villes, le nombre de pauvres est officiellement inférieur à 15 millions de personnes, mais n'inclut pas les migrants paysans dont certains sont dans une situation précaire.

Cette distribution relativement égale des

Tableau 1

Productions alimentaires en Chine

	1957	1977	1978	1984	1985	1994	1995
Population	647	950	963	1 044	1 059	1 199	1 211
Grains	191	283	305	407	379	445	465
Kg per capita	295	298	317	390	358	371	384
Oléagineux	4,2	4,0	5,2	11,9	15,8	19,9	22,5
Canne à sucre	10,4	17,8	21,1	39,5	51,5	60,9	64,4
Betterave sucrière	1,5	2,5	2,7	8,3	8,9	12,5	13,6
Viande rouge	4,0	7,8	8,6	15,4	17,6	36,9	42,0
Porc	nd	nd	nd	14,4	16,5	32,0	36,0
Bœuf, mouton	nd	nd	nd	1,0	1,1	4,9	6,0
Volailles	nd	nd	nd	nd	1,6	7,6	8,0
Œufs	nd	nd	nd	4,3	5,3	14,8	15,0
Lait de vache	nd	0,9	0,9	2,2	2,5	5,3	5,5

Sources : 1977 à 1994 = Annuaire statistique de la Chine, 1982 à 1995 ; 1995 = Rapport du *State Statistical Bureau* du 1^{er} mars 1996, et estimations (porc, volaille, œufs).

Unités : million de personnes, million de tonnes.

Grains = céréales + tubercules (comptés au 1/5 de leur poids) + soja.

Viande rouge = porc + bœuf + mouton.

nd : non déterminé.

Food production in China

Tableau 2

Consommations alimentaires en Chine

Estimations (kg/personne/an)	1957	1977	1984	1994
Grains usinés				
Consommation rurale	185	175	216	205
Consommation urbaine	175	185	142	110
Consommation moyenne	183	177	199	178
Viande rouge				
Consommation rurale	5,0	6,0	10,6	20,0
Consommation urbaine	8,0	14,0	19,9	35,0
Consommation moyenne	5,5	7,4	12,7	24,3
Volaille				
Consommation rurale	0,5	0,5	0,9	3,0
Consommation urbaine	1,0	1,5	2,9	7,0
Consommation moyenne	0,6	0,7	1,4	4,1
Œufs				
Consommation rurale	1,0	1,0	1,8	8,0
Consommation urbaine	2,0	4,0	7,6	14,0
Consommation moyenne	1,2	1,5	3,2	9,7
Produits aquatiques				
Consommation rurale	1,0	1,0	1,7	4,0
Consommation urbaine	2,0	2,0	7,8	10,0
Consommation moyenne	1,2	1,2	3,1	5,7
Huile alimentaire				
Consommation rurale	2,0	1,5	4,0	6,0
Consommation urbaine	4,0	3,0	7,1	7,0
Consommation moyenne	2,3	1,8	4,7	6,3
Sucre				
Consommation rurale	1,0	1,0	1,3	2,0
Consommation urbaine	2,0	2,0	2,9	3,0
Consommation moyenne	1,2	1,2	1,7	2,3
Boissons alcooliques				
Consommation rurale	1,0	1,0	3,5	6,0
Consommation urbaine	2,0	3,0	6,8	10,0
Consommation moyenne	1,2	1,4	4,2	7,1
Ration calorique par personne et par jour				
Consommation rurale	2 087	1 973	2 552	2 673
Consommation urbaine	2 116	2 294	2 369	2 318
Consommation moyenne	2 091	2 029	2 510	2 572
dont grains (%)	87	86	78	68

Viande rouge = porc, bœuf, mouton et graisses animales ; produits aquatiques = poissons d'eau douce.

Food consumption in China

ressources alimentaires au travers de toute la Chine est également confirmée par les chiffres de production de viande rouge par tête. En 1993, la plupart des régions disposaient de plus de 25 kilos par habitant. La région la plus mal lotie était de nouveau celle du Nord-Ouest (16 kg). En revanche, celles du Sud-Est et du Sud-Ouest, malgré leurs faibles disponibilités apparentes en grains, connaissaient une production de viande très honorable (respectivement 28 et

25 kg par habitant) ; les zones côtières ont pu importer les grains nécessaires au développement de leur élevage, tandis que les zones de collines et montagnes du Sud-Ouest disposent sans doute de terres agricoles non déclarées, fournissant un complément non négligeable de ressources fourragères.

Les zones excédentaires en grains de la vallée du Yangzi ont naturellement des productions animales supérieures à la moyenne (32 kg de viande rouge produite par

habitant dans le Centre Nord, 34 kg dans le Centre Sud). Le Sichuan, province pourtant relativement pauvre (950 yuans de revenu net par paysan en 1994 contre une moyenne nationale de 1 220 yuans) et aux ressources en grain comparables à la moyenne, se distingue par un élevage particulièrement performant avec 42 kilos de viande rouge produits par habitant (au contraire de la Mandchourie qui exporte ses excédents de maïs au lieu de les transformer sur place).

Le paradoxe des grains fourragers

En dépit de quelques disparités régionales, force donc est de constater que la production de viande semble bien développée dans toutes les régions de Chine. Il y a là le témoignage d'un changement fondamental affectant l'ensemble de l'agriculture chinoise. Alors que, des siècles durant, cette agriculture s'était développée pour l'essentiel en intensifiant ses productions végétales, dans le droit fil d'une logique privilégiant un peuplement dense du territoire, la dernière décennie a été le témoin d'un tournant décisif, et inédit, avec le développement particulièrement rapide des productions animales. À cet égard, ce développement de l'élevage et les changements des comportements alimentaires qu'il sous-tend ne sont rien moins qu'une révolution, qui ressemble bien à un miracle, si tant est que les chiffres officiels de production correspondent vraiment à la réalité. Alors que, après le décollage du début des années 80, la production de grains n'a plus connu qu'un accroissement annuel d'environ 1,5 % au cours des dix dernières années, la production de viande a suivi, au contraire, une croissance quasi exponentielle avec des taux proches de 10 % par an. La question se pose donc de la possibilité même d'une telle progression sur la base de ressources en grains aussi limitées.

Une première réponse peut être trouvée dans le regain d'efficacité des élevages. Pour ne prendre que l'exemple des porcs, le taux d'abattage est passé de 55 % en 1978 à 102 % en 1994. Alors que le cheptel porcin n'augmentait que de 35 %, le nombre de porcs abattus avait plus que doublé, de 161 millions de têtes à 421 millions. Dans le même



Figure. Régions agricoles de Chine.

Figure. Agricultural regions in China.

temps, le poids des carcasses augmentait d'un tiers, de 55 à 75 kilos. Cette plus grande intensité de l'élevage a sans doute permis d'améliorer le rendement de la transformation des grains en viande.

Par ailleurs, en dépit de l'usage de plus en plus important fait des fourrages fins (l'industrie des fourrages produit maintenant quelque 42 millions de tonnes d'aliments composés pour le bétail), les éleveurs chinois recourent encore massivement aux fourrages verts et aux sous-produits de meunerie pour l'alimentation des porcs. L'utilisation de ces sous-produits, non comptés dans les « grains fourragers » (maïs, etc.), explique sans doute les taux extrêmement bas de conversion grain/viande observés en Chine.

Ces explications ne résolvent pas cependant ce qu'on peut appeler le « mystère » des grains fourragers. Pour 1994, en utilisant des taux de conversion extrêmement bas, nous estimons à 140 millions de tonnes, au minimum, le montant des grains nécessaires pour les productions animales officiellement annoncées (auxquels il faut ajouter près de 50 millions de tonnes de sous-produits de meunerie). La consommation directe de grains dans l'alimentation humaine ayant été cette même année de 270 millions de tonnes,

et les usages industriels de 30 millions de tonnes, la consommation totale de grains aurait été de 440 millions de tonnes, alors que les grains disponibles ne se montaient alors qu'à 390 millions de tonnes (après déduction des semences, pertes et solde du commerce extérieur). Les stocks paysans ayant par ailleurs augmenté en 1994, le déficit apparent de 50 millions de tonnes dans le bilan général des grains reste bien difficile à expliquer.

À ce jour, les autorités chinoises n'ont pas publié de chiffres vraiment convaincants sur les utilisations des grains (les estimations officielles font état, pour 1994, de 80 millions de tonnes de grains fourragers, montant bien insuffisant pour une production de viande de 45 millions de tonnes, sans compter les autres productions animales !...). Le mystère reste donc entier.

Le paradoxe n'est peut-être qu'apparent, et la clef du mystère pourrait bien être la sous-estimation des superficies cultivées, entraînant une forte sous-estimation des récoltes. Longtemps tenus secrets, les résultats du recensement des terres cultivées réalisé en 1985 ont été publiés fin 1992 en Chine [7]. Les chiffres rectifiés pour 1989 de ce recensement font apparaître une superficie cultivée totale de

133 millions d'hectares contre 96 millions officiellement rapportés par le *State Statistical Bureau* (SSB). Si l'on soustrait les surfaces non agricoles comptées abusivement dans ce recensement effectué par reconnaissance aérienne (bords de champs, petits canaux, chemins de terre, etc.), la superficie réellement cultivée en Chine était alors de 125 millions d'hectares, 30 % de plus que le chiffre du SSB.

Nous ne disposons d'aucune indication fiable sur les conséquences de cette différence sur les récoltes et les rendements. Il est toutefois couramment admis qu'il pourrait en résulter à la fois une surestimation des rendements et une sous-estimation du volume total des récoltes [8]. Cette dernière sous-estimation pourrait atteindre jusqu'à 10 % de la production des grains, soit 40 à 50 millions de tonnes non prises en compte dans les statistiques officielles et qui pourraient résoudre le paradoxe du déficit des grains fourragers.

Cette explication paraît d'autant plus plausible que la différence entre les chiffres du recensement et ceux du SSB est particulièrement élevée dans le Sud-Ouest de la Chine (68 %) et le Sichuan (64 %), où de nombreux champs ont été défrichés « au noir » sur les pentes des

montagnes et des collines. À un moindre degré, la même situation se retrouve dans les collines du Sud-Est ainsi que dans la région du Loess (respectivement 34 et 40 %). Ces régions (à l'exception du Sichuan) sont précisément celles qui laissent apparaître les plus grands déficits en grains : la production, même marginale, de grains sur les terres non déclarées pourrait y combler, au moins partiellement, les déficits apparents. À l'opposé, les principales régions agricoles du Nord-Est, de la plaine du Nord ainsi que des bassins moyen et inférieur du Yangzi semblent être mieux contrôlées par les autorités et la sous-estimation des terres cultivées y est bien moindre (15 à 25 %).

Quelle que soit la réponse que l'on puisse apporter au paradoxe actuel du déficit apparent des grains fourragers, le problème reste posé du caractère durable de la croissance soutenue des productions animales sur le long terme. Alors que les consommations directes de grains tendent maintenant à diminuer du fait de la baisse des rations urbaines et de la stagnation de celles des paysans, les utilisations fourragères et industrielles ne cessent d'augmenter. La croissance future des récoltes sera-t-elle suffisante pour pourvoir à ces besoins nouveaux ?

Les contraintes physiques de grains

De ce point de vue les performances du secteur des grains au cours des dix dernières années ne portent guère à l'optimisme. L'augmentation annuelle des récoltes n'y a été en effet que de 1,5 % alors qu'elle avait dépassé les 2 % au cours des vingt et quelques années de la période d'agriculture collective, et avait même atteint 4 % lors du mouvement de décollectivisation (tableau 3). Cette chute dans la progression des productions de grains signifie-t-elle qu'un plafond est en passe d'être atteint, rendant tout progrès ultérieur beaucoup plus aléatoire ?

C'est poser là la question des contraintes physiques affectant l'agriculture chinoise en général et la culture des grains en particulier.

La première contrainte est celle des superficies cultivées. Quoiqu'il en soit du chiffre réel de la surface cultivée, il est certain que celle-ci décroît, du moins

dans les principales régions agricoles (en excluant donc les défrichements marginaux dans les zones de collines de Chine du Sud). Si de nouvelles terres peuvent encore être gagnées en Mandchourie, ces gains sont plus que compensés par les pertes subies dans le reste de la Chine, suite aux processus d'urbanisation et d'industrialisation (pertes affectant le plus souvent les meilleures terres des banlieues des grandes villes).

Mesurée au travers des chiffres officiels, cette baisse des superficies cultivées reste cependant limitée (environ 300 000 hectares par an, soit 0,3 % du terroir au cours des quinze dernières années, contre 0,6 % lors des deux décennies précédentes). Plus encore, au cours des dix dernières années, cette chute des superficies cultivées a été compensée par une augmentation du taux de récoltes multiples. Alors que l'expansion des cultures industrielles, qui avait suivi la libéralisation des plans de culture au début des années 80, avait abouti à une baisse sensible des surfaces récoltées en grains, cette surface en céréales a été, depuis, maintenue plus ou moins stable, aux environs de 110 millions d'hectares (tableau 3).

Les autorités chinoises ont la ferme intention de maintenir à ce niveau le total des terres récoltées en grain. Il n'est pas sûr qu'elles y parviennent. De toute manière, la surface céréalière ne saurait augmenter à l'avenir et tout progrès ultérieur des récoltes dépendra donc des augmentations futures de rendement.

L'analyse de l'évolution passée des rendements fait apparaître une situation mitigée. La progression des rendements de paddy est certes devenue très faible avec 1,2 % par an au cours des dix dernières années, le ralentissement ayant été encore plus marqué dans les riches bassins des Bas et Moyen Yangzi (augmentation inférieure à 1 %, contre encore plus de 2 % dans les zones côtières du Sud-Est où les rizières ont été réduites et concentrées dans les meilleurs terroirs). Mais, d'un autre côté, le blé et plus encore le maïs connaissent encore une croissance vigoureuse de leurs rendements avec respectivement 1,9 et 2,7 % par an lors de la dernière décennie (tableau 3). Les performances de ces deux cultures ont été particulièrement remarquables dans la plaine du Nord (2,1 % de croissance annuelle pour le blé) et en Mandchourie (4 % pour le maïs).

Ces résultats contrastés mènent à un jugement nuancé. D'une part, les pro-

grès obtenus pour le blé et le maïs sont les bienvenus, dans la mesure où ces deux récoltes sont soit déficitaires (cas du blé pour lequel 5 à 10 millions de tonnes d'importations annuelles sont habituellement nécessaires pour ravitailler les grandes villes du Nord), soit en forte demande (cas du maïs pour l'élevage) ; d'autre part, le centre de gravité de la production des grains en Chine s'en trouve déplacé vers le Nord qui est précisément la zone la plus mal pourvue en ressources hydrauliques. Par le passé, les zones excédentaires en grains étaient traditionnellement celles du Sud de la Chine (en particulier dans la vallée du Yangzi) ; maintenant, ce sont principalement la plaine du Nord et la Mandchourie.

Plus que jamais l'eau demeure donc le facteur clef pour l'avenir des productions de grains en Chine. Or, les chiffres de superficies irriguées ne font pas apparaître de progrès majeurs depuis la fin des années 70. Au cours des quinze dernières années, le périmètre irrigué s'est accru de moins de 10 %, passant de 45 millions d'hectares en 1980 à 49 millions en 1994 (soit 52 % de la surface officiellement cultivée). Encore cet accroissement limité n'est-il intervenu que depuis 1990, essentiellement au Nord du Yangzi (où 3 millions d'hectares ont été gagnés, à peu près également répartis entre la plaine du Nord, la région Centre Nord et quelques oasis de l'Extrême-Ouest chinois).

Ces gains récents signifient-ils que l'irrigation peut encore progresser de façon significative en Chine du Nord ? Cela paraît peu probable dans la mesure où cette irrigation se fait là, pour l'essentiel, par puits tubés (3 millions de puits dont 2 millions en plaine du Nord), et que les nappes souterraines sont déjà utilisées au maximum de leurs capacités. D'ores et déjà, 62 % du terroir cultivé de la plaine du Nord est sous irrigation et, si des progrès ponctuels sont encore possibles, cette surface ne saurait augmenter considérablement.

Des améliorations sont toutefois possibles dans la qualité et la régularité de l'irrigation. À cet égard, les autorités chinoises distinguent, au sein des superficies irriguées, celles où les récoltes sont « garanties en cas de sécheresse ou d'inondation » (*ganlao baoshou*). Ces terres où l'irrigation est toujours assurée ne totalisaient que 36 millions d'hectares en 1994, soit 70 % seulement du périmètre irrigué. En particulier, dans le Sud de la Chine où

Tableau 3

Évolution des grains en Chine

	1957	1977*	Augmentation annuelle (%) (1957-1977)	1984*	Augmentation annuelle (%) (1977-1984)	1993*	Augmentation annuelle (%) (1984-1993)
Toutes cultures							
Surface cultivée	111,8	99,3	- 0,6	97,7	- 0,2	95,1	- 0,3
Surface récoltée	157,2	149,7	- 0,2	143,9	- 0,6	148,3	0,3
Taux de récoltes multiples	1,41	1,51		1,47		1,56	
Surface de grains récoltés/Surface récoltée totale (%)	85	81		78		74	
Grains							
Surface	133,6	120,6	- 0,5	111,9	- 1,1	110,2	- 0,2
Rendement	1,4	2,4	2,7	3,5	5,3	4,1	1,7
Production	190,7	294,4	2,2	391,2	4,1	448,1	1,5
Paddy							
Surface	32,2	35,4	0,5	32,8	-1,1	30,9	- 0,7
Rendement	2,7	3,7	1,6	5,2	5,2	5,8	1,2
Production	86,8	130,4	2,1	171,9	4,0	180,0	0,5
Blé							
Surface	27,5	28,6	0,2	29,3	0,4	29,9	0,2
Rendement	0,9	1,7	3,5	2,9	8,0	3,4	1,9
Production	23,6	48,4	3,7	85,0	8,4	102,4	2,1
Maïs							
Surface	14,9	19,6	1,4	18,4	- 0,9	21,0	1,5
Rendement	1,4	2,6	3,0	3,7	5,2	4,7	2,7
Production	21,4	51,2	4,4	68,5	4,3	99,1	4,2

Sources : 1957 = Kenneth R. Walker, *Food Procurement & Consumption in China*, 1984 ; 1977 = Compendium des statistiques économiques rurales de la Chine, 1949-1986 ; 1984 et 1993 = Annuaire statistique de la Chine, 1984 à 1995.

Unités : million d'hectares, million de tonnes, t/ha.

NB : Les chiffres officiels des superficies cultivées sont sous-estimés et les rendements surestimés.

1977 = moyenne 1976-1978 ; 1984 = moyenne 1983-1985 ; 1993 = moyenne 1992-1994

Evolution of cereal crops in China

l'irrigation est déjà présente partout où cela est possible, une meilleure intégration des réseaux et une maintenance plus efficace des équipements permettraient de tirer un meilleur profit des installations existantes (dans les zones les plus favorisées, un quart des superficies irriguées n'est pas considéré comme sûr).

En dépit des améliorations possibles, l'inégale distribution des précipitations sur le continent chinois fait de l'insuffisance des ressources hydrauliques en Chine du Nord un obstacle incontournable. Les projets de détournement vers le Nord des eaux du Yangzi n'apparaissant pas comme très prometteurs, la seule issue se trouve maintenant être une plus grande économie dans la gestion de l'eau (plus de la moitié des eaux d'irrigation est perdue lors des irrigations par submersion, ou simplement de par les fuites des canaux non cimentés). La question reste ouverte de savoir si cette

meilleure gestion de l'eau sera suffisante pour assurer la continuité des gains de rendement observés jusqu'à présent dans le Nord de la Chine.

Comparée aux avancées limitées de l'irrigation, la forte augmentation des applications d'engrais chimiques semble avoir été le facteur principal de l'augmentation de la production de grains au cours des quinze dernières années. Cette application a été multipliée par trois, passant de 75 kilos d'éléments fertilisants par hectare récolté en 1979 à 225 en 1994. Bien entendu, cette application massive s'est soldée par des rendements décroissants quant à l'efficacité des engrais utilisés. En moyenne, au cours des dix ans de la période 1967-1977, un kilo supplémentaire d'élément fertilisant avait permis d'obtenir un supplément de récoltes de 20 kilos de grains ; de 1977 à 1987, ce ratio n'était plus que de 1 à 10 et, pour les six dernières années, ce ratio a été de

1 à 7. Toutefois, en dépit de cette inexorable loi d'airain des rendements décroissants, des gains considérables de productivité sont apparus (la courbe redevenant croissante) lors des périodes marquées par un regain d'efficacité des exploitations agricoles, comme lors du mouvement de décollectivisation (à l'inverse, la crise agricole de la fin des années 80 s'est manifestée par une baisse très accentuée de la productivité des applications d'engrais).

On peut donc considérer que des politiques favorisant un meilleur usage des engrais seraient capables d'enrayer quelque peu, ou à tout le moins de freiner, la tendance aux rendements décroissants. Ceci est d'autant plus vrai que les engrais actuellement utilisés sont, pour moitié, de médiocre qualité (une large part des engrais azotés est encore constituée par du bicarbonate d'ammonium produit dans les petites usines rurales) et pas toujours correctement équilibrés

quant aux proportions des différents éléments (manque de potasse quand la fumure organique n'est pas suffisamment abondante). Une utilisation plus large d'engrais azotés de qualité (urée) et, surtout, d'engrais composés, correctement équilibrés, est donc susceptible d'améliorer encore considérablement les rendements obtenus.

Précisément, ils sont en fait probablement plus bas que ne sembleraient indiquer les chiffres officiels. Ces rendements sont en effet très probablement surestimés du fait de la sous-estimation des surfaces cultivées (il semblerait, en particulier, que les statisticiens chinois gonflent délibérément les rendements mesurés sur échantillons pour tenir compte, du moins partiellement, des terres non déclarées). Cette surestimation ne saurait cependant dépasser 20 % des rendements officiellement publiés. Les rendements réels pour le paddy seraient donc situés dans une fourchette de 4,6 à 5,8 tonnes par hectare et par récolte (ce dernier chiffre, incroyablement élevé pour une moyenne nationale, étant celui publié officiellement dans les annuaires, *tableau 3*). Pour le blé cette fourchette serait de 2,7 à 3,4 t/ha, et pour le maïs 3,8 à 4,7 t/ha.

De tels rendements laissent donc des marges de progrès non négligeables. En ce qui concerne le riz, les progrès génétiques passés ont été très spectaculaires, la Chine ayant été capable de développer très tôt ses propres variétés naines de la « Révolution verte », puis des hybrides couvrant maintenant la moitié des rizières. De nouveaux progrès sont toutefois encore possibles avec le développement de nouveaux hybrides, de meilleure qualité, qui pourraient à terme inverser la tendance actuelle au plafonnement des rendements. Quant au blé et au maïs, les rendements actuels (même en acceptant les chiffres officiels) sont encore très éloignés de ce que le potentiel biologique existant pourrait permettre d'obtenir.

Les contraintes institutionnelles du secteur céréalier

Aussi sévères et réelles soient-elles, les limites physiques à l'accroissement des rendements des grains ne semblent donc

pas réhabilitaires, et des progrès substantiels restent possibles. Les spécialistes chinois n'excluent d'ailleurs pas des avancées majeures dès le tournant de ce siècle, résultant pour l'essentiel de la popularisation de nouvelles variétés de semences, pour autant que des investissements suffisants aient été consentis pour le renouvellement des infrastructures et le renforcement des dispositifs de recherche et de vulgarisation.

À cet égard, les obstacles au développement futur des récoltes pourraient se situer non pas dans les facteurs physiques que nous avons analysés mais dans l'environnement institutionnel qui est celui de l'ensemble de l'agriculture.

Les investissements de l'État sont un premier aspect de cet environnement : à ce propos, des critiques ont été longtemps formulées quant à la baisse de ces investissements qui aurait abouti à la dégradation des infrastructures et la succession de récoltes médiocres.

À ce jour, les récoltes n'ont pas été si mauvaises, en particulier depuis le début des années 90. Mais il est vrai que les dépenses budgétaires pour l'agriculture (à la fois pour les travaux hydrauliques et les aides techniques à la production) ont baissé, tant en pourcentage du budget qu'en proportion de la valeur de la production agricole : de 14 % du budget en 1979 à 9 % en 1994, et de 14 % de la valeur des productions à moins de 6 % au cours de la même période. Ce déclin est toutefois très relatif. Les investissements étatiques pour les infrastructures agricoles (essentiellement pour l'hydraulique), mesurés en yuans constants par hectare de surface cultivée, ont en fait augmenté. Et les dépenses mal ciblées d'il y a quinze ans ont cédé la place, depuis le milieu des années 80, à des programmes mieux gérés comme ceux du « développement agricole intégré » (*nongye zonghe kaifa*) ayant un impact réel sur les systèmes locaux d'irrigation [9].

Le danger du désengagement de l'État est, en revanche, plus réel en ce qui concerne les structures locales de vulgarisation agricole, dont les pertes d'effectifs et la quasi-privatisation de leurs opérations risquent à terme d'obérer l'efficacité.

De façon plus fondamentale, l'environnement institutionnel revêt deux aspects essentiels qui sont, d'une part, les structures foncières et, d'autre part, le système de commercialisation des produits agricoles, principalement celui des grains.

Ces deux aspects conditionnent étroitement les politiques alimentaires mises en œuvre par l'État.

Après la généralisation des « systèmes de responsabilité » au début des années 80, les structures agricoles ont été caractérisées par l'établissement dans toute la Chine d'un système de fermage déguisé, où les anciens collectifs (villages) gardent la propriété du sol, lequel a été par ailleurs divisé et contracté aux familles individuelles qui l'exploitent de façon indépendante. En l'absence de marché foncier, les transactions entre voisins sont tolérées, permettant l'ajustement de la taille des exploitations aux évolutions familiales, tout en donnant naissance à un droit d'usage quasi privatif.

L'avantage de cette décollectivisation de fait a été d'assurer à tous les paysans un droit d'accès à la terre relativement égal (la division ayant été faite au prorata de la taille des familles et de leur main-d'œuvre). En dépit de quelques tentatives de concentration foncière dans des régions industrialisées, pour y développer de soi-disant « économies d'échelles », le système actuel fait que les paysans sans terre sont l'exception. Ce droit à la terre est sans aucun doute un élément fondamental de sécurité alimentaire dans un pays qui compte encore près de 70 % de ruraux.

Inversement, si le flou qui caractérise la situation des baux (en principe accordés pour trente ans) et le manque de législation en la matière permettent une salutaire flexibilité dans le fonctionnement du système foncier, ils ouvrent aussi la voie à tous les abus de la part des cadres locaux qui ont souvent gardé des pouvoirs discrétionnaires dans la vie villageoise. De ce point de vue, la précarité même du système n'invite guère les paysans à investir dans la bonification de leurs terres.

Reste cet outil fondamental de la politique alimentaire que constitue le système de commercialisation des produits agricoles [10]. Ce commerce a été libéralisé dès 1985 en ce qui concerne les produits dits « secondaires » (viande, fruits et légumes). Cette libéralisation s'est traduite par une forte hausse des prix aux producteurs et l'essor des productions. Le doublement des prix à la consommation dans les villes qui en est résulté (entre 1984 et 1990) a été aisément absorbé par l'élévation des salaires urbains, tandis que les citadins voyaient leur approvisionnement considérablement amélioré (la part du budget affecté

Summary

Food successes in China: restraints and uncertainties

C. Aubert

The food situation in China is reviewed in terms of progress achieved over the last 15 years. Indeed, the decollectivization processes prompted spectacular progress, inducing a sharp increase in grain yields and a very marked increase in livestock production. Mean food intake has risen considerably, even though there are still some consumption gaps based on social and geographical differences.

The author ventures an overall moderate assessment of the food situation in China, highlighting future risks and factors that could potentially hinder agricultural progress.

Obscure areas, unclear data that are difficult to interpret, especially those concerning the apparent fodder seed deficit, are also pointed out, while still stressing the fact that a real change in food habits has taken place.

The observed progress could be stalled by various constraints: first by physical constraints (land resources, limited crop-yield increases, and especially water shortages), and by institutional constraints due to government withdrawal and a lack of investment. With decollectivization, people have been granted access to the land, but the farm-product marketing system, essential for the implementation of food policies, does not function properly, and regulations concerning this sector are inefficient. Based on this agricultural data, the conclusions of the article indicate an uncertain future for Chinese agriculture on world markets. It seems that China will have to accept to import some cereals, but the country will still not be dependent on external sources to meet its food needs.

Cahiers Agricultures 1996 ; 5 : 289-99.

à cette alimentation « secondaire » restant constante, avec environ 30 % des dépenses des ménages urbains, l'alimentation totale, elle, baissant de 58 à 54 % des dépenses entre 1984 et 1990).

Ce succès pour les produits agricoles « secondaires » contraste avec les échecs répétés qu'ont connus les tentatives de libéralisation du commerce des grains et de l'huile. En 1985, un système de « double rail » avait été établi, faisant coexister des « contrats » de livraisons obligatoires à l'État, payés à prix administrés, et des ventes (également à l'État) à prix « négociés » censés être des prix de marché (les vrais marchés paysans et les ventes directes aux entreprises ne constituent alors qu'une part minoritaire dans les ventes paysannes). Les interventions des Bureaux des grains sur les marchés (fermetures arbitraires, plafonnement des prix, érection de barrières douanières entre localités, etc.) ont fait que la part

des ventes censées être régulées par le marché n'ont pas joué le rôle modérateur qui devait être le leur. Le double système de prix a, au contraire, envoyé des signaux contradictoires aux paysans, les dissuadant de vendre à l'État.

Malgré les augmentations obtenues, l'État, de par le maintien d'un quasi-monopole sur les ventes paysannes (contrôlant près 80 % de ces ventes), a continué de peser sur les prix aux producteurs, et les revenus nets des céréaliculteurs n'ont cessé de baisser jusqu'au début des années 90. Dans le même temps, les subventions aux consommateurs urbains continuaient de grever les finances de l'État (bénéficiant de rations à prix inchangés, les citadins, qui consacraient 14 % de leur budget pour les achats de grains et d'huile en 1984, n'y consacraient plus que 9 % en 1990).

En 1993, une réforme radicale a donc été tentée, qui devait abolir à la fois les

livraisons obligatoires et les rations urbaines subventionnées, avec une réelle ouverture du commerce des grains au négoce privé. En dépit d'une bonne préparation (les prix des rations urbaines avaient été préalablement relevés au niveau de ceux des marchés paysans, en 1991 et 1992), la réforme a échoué, se soldant par une chute dramatique des livraisons à l'État (les bureaux n'ayant su s'adapter à la nouvelle situation de concurrence). Les négociants privés, faute d'infrastructures adéquates, n'ont pu suppléer pour autant l'État pour les ravitaillements urbains et, dès la fin 1993, les prix de détail des grains sont entrés dans une spirale inflationniste qui devait perdurer pendant plus d'un an (doublement des prix entre le début 1993 et la fin 1994).

Face à cette inflation menaçante, l'État interrompait donc la réforme dès le printemps 1994, rétablissant les quotas de livraisons obligatoires (complétés comme par le passé de ventes à prix « négociés »). Dans la plupart des villes, le rationnement à prix subventionné était ensuite progressivement restauré, du moins pour les catégories les plus pauvres de la population.

Toutefois, le bilan de cette réforme avortée n'a pas été totalement négatif pour les paysans. Les hausses que l'État a dû consentir pour retrouver le contrôle des livraisons sont en effet très supérieures à l'inflation générale qui a été celle des années 1994 et 1995 en Chine (le prix moyen des livraisons ayant plus que doublé entre 1993 et 1995, contre une augmentation du prix des intrants de l'ordre de 50 %). Les citadins dont la moyenne des salaires a crû plus vite que l'inflation n'ont pas trop souffert de cette montée des prix (qui s'est bien sûr répercutée sur toute la chaîne alimentaire) : en 1994, l'alimentation ne constituait plus que 50 % des dépenses des ménages, grains, huile et produits secondaires conservant leurs proportions respectives dans ces budgets urbains. Les seules victimes ont été les nouveaux pauvres des villes (retraités, migrants sans travail, etc.) qui ne sont toutefois qu'une minorité dans une population citadine encore globalement bénéficiaire des réformes et de l'ouverture de l'économie.

Pour autant, le système de commercialisation des grains, revenu à son état antérieur, garde tous ses dysfonctionnements passés. Ce système est d'abord caractérisé par un haut degré d'autarcie, seul le tiers de la production de grains étant com-

Tableau 4

Commerce international des céréales en Chine

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Importations											
Céréales (millions de tonnes) :	5,7	7,0	15,2	15,0	16,0	12,9	12,5	10,7	6,5	7,7	18,4
– blé	5,4	6,1	13,2	14,6	14,9	12,5	12,4	10,6	6,4	7,2	11,6
– maïs	0,1	0,6	1,5	0,1	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2
– riz	0,2	0,3	0,5	0,3	1,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,5	1,6
Exportations											
Céréales (millions de tonnes) :	7,4	6,7	4,9	4,2	3,8	3,2	8,5	11,3	12,5	10,3	0,2
– blé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
– maïs	6,3	5,7	3,8	3,5	3,5	2,9	7,8	10,3	11,1	8,7	0,1
– riz	1,0	1,0	1,0	0,7	0,3	0,3	0,7	1,0	1,4	1,5	0,1
Solde commercial											
Céréales (millions de tonnes) :	1,7	-0,4	-10,4	-10,8	-12,1	-9,7	-4,0	0,6	6,0	2,6	-18,3
– blé	-5,4	-6,1	-13,2	-14,5	-14,9	-12,5	-12,4	-10,6	-6,4	-7,2	-11,6
– maïs	6,2	5,1	2,3	3,4	3,4	2,5	7,8	10,3	11,1	8,7	-5,1
– riz	0,8	0,6	0,5	0,4	-0,7	0,3	0,6	0,9	1,3	1,0	-1,6

Sources : 1985 à 1994 = Annuaire statistique de la Chine, 1986 à 1995 ; 1995 *China's Customs Statistics* 12/95.

International trade of cereals in China

mercialisé. Plus encore, la majeure partie des grains mis sur le marché est destinée au ravitaillement des cités proches et le commerce interrégional est des plus réduits. Ainsi, sur 140 millions de tonnes de grains marchands transportées en 1990, 78 millions de tonnes sont restées à l'intérieur des districts d'origine (équivalents des départements français), 25 millions de tonnes ont été acheminées à l'intérieur des provinces, et seulement 10 millions de tonnes ont participé au commerce interprovincial (le reste correspondant au commerce extérieur et à l'acheminement vers les « réserves spéciales » des stocks de sécurité) [11].

L'établissement de marchés de gros, court-circuitant les procédures administratives des transferts interprovinciaux planifiés, a certes quelque peu amélioré cette situation depuis, sans toutefois la changer radicalement. La crise des approvisionnements de 1993 a bien montré que les provinces, qui ont aussitôt fermé leurs frontières, ont gardé le même comportement protectionniste que par le passé, fragmentant le marché national et décourageant toute spécialisation régionale.

La régulation des marchés n'est pas non plus efficace. En 1993, les Bureaux des grains, devant assurer les missions contradictoires de régulation (par une gestion judicieuse des stocks) et de com-

merce, ont en fait participé à la spéculation générale et accentué la spirale inflationniste. Sans une réforme profonde de l'ensemble de cette administration des grains et une plus claire séparation de leurs compétences, la mise en place de fonds de garantie des prix (avec constitution des stocks correspondants) risque de rester une mesure sans effet.

Du côté des paysans, la méfiance vis-à-vis d'un commerce dominé par l'État est telle que les stocks accumulés dans les cours de ferme ont atteint des niveaux étonnants. Une enquête du Bureau statistique montrait ainsi que, fin 1994, chaque paysan disposait en moyenne de 215 kilos de grains commercialisables (après donc provision pour sa propre consommation, les semences et les fourrages). Sur la base de 850 millions de paysans, le montant des stocks paysans serait donc supérieur à 180 millions de tonnes [12]. Une autre étude officielle chinoise indique, par ailleurs, que les stocks paysans auraient augmenté de 220 millions de tonnes entre 1978 et 1994 [13]. À ces stocks paysans, il faut ajouter (chiffres du début 1993) 120 millions de tonnes de stocks commerciaux de l'État, 50 millions de tonnes hors des greniers de l'État (en cours de transports...) et 40 millions de tonnes de réserves spéciales (stocks de sécurité). À la faiblesse de la circulation des grains

correspond donc une immobilisation considérable de stocks qui est à la mesure de l'inertie d'un système rigide et fort peu efficace.

Conclusion

La Chine, facteur d'incertitude pour les marchés mondiaux

La réforme du système de circulation des grains, fondement de toute politique alimentaire, ne saurait donc être éludée si la Chine veut se doter en la matière d'un marché intérieur bien intégré, seul capable de faire en sorte que les régions se spécialisent et que les productions s'adaptent à une demande en pleine évolution.

Pour les observateurs occidentaux, cependant, ce n'est pas ce marché intérieur qui fait problème, mais bien l'influence que la Chine risque d'avoir, à moyen et long terme, sur les marchés mondiaux des produits alimentaires, et tout particulièrement ceux des grains.

À cet égard, les prévisions les plus folles ont pu se faire jour, dont celles de Lester Brown qui n'ont pas manqué d'affoler l'opinion internationale, obtenant ainsi

le succès médiatique qu'espérait probablement leur auteur. D'après Brown, la Chine pourrait être amenée à importer entre 207 et 369 millions de tonnes de céréales en l'an 2030, soit infiniment plus que la capacité totale du commerce international [2]. Le chiffre de 207 millions de tonnes d'importations est fondé sur l'hypothèse d'un niveau de consommation total par tête (grains fourragers inclus) inchangé depuis 1990 (290 kg de céréales), celui de 369 millions de tonnes sur une consommation totale augmentant jusqu'à 400 kilos par tête. En fait, l'hypothèse extrêmement simpliste de cet auteur n'a aucune chance de se réaliser. Il table en effet rien moins que sur une diminution de 20 % de la production de grains en Chine d'ici trente ou quarante ans, du fait de la rétraction de la sole céréalière, des contraintes hydrauliques, de la baisse des investissements, etc. Son argument, fondé sur les précédents du Japon et de Taiwan, n'est pas justifié : les contraintes physiques limitant l'accroissement de production en grains sont certes bien réelles, mais nous avons vu qu'elles n'étaient pas telles qu'aucun progrès ultérieur ne soit plus possible. Prévoir une chute de production telle que l'envisage Brown, s'appliquant à une population comptant pour le cinquième de l'humanité, ne peut évidemment résulter que de scénarios catastrophiques aussi terrifiants que gratuits.

Les projections plus optimistes des analystes chinois, épaulés par des experts occidentaux connus pour leur sérieux, sont certes plus plausibles, mais en fin de compte guère plus assurées [14]. Ces projections prévoient une montée des importations de la Chine jusqu'au tournant du siècle, importations qui se stabiliseraient ensuite aux environs de 40 à 50 millions de tonnes de grains. Ces prévisions, mettant en œuvre des modèles sophistiqués, utilisent cependant toutes en commun, pour les années de base, des estimations de consommation de viande fondées (avec, il est vrai, quelques réajustements à la hausse) sur les chiffres officiels relevés dans les échantillons du Bureau statistique. Or ceux-ci, anormalement bas, ne peuvent être réconciliés avec les données, non moins officielles, de production. C'est ainsi que l'Annuaire statistique de la Chine de 1995 annonce pour l'échantillon rural une consommation de viande rouge de 11 kilos par tête en 1994, chiffre similaire à celui de 1985 ; la consommation de viande rouge urbaine aurait été de 20 kilos la même année

(contre 19 kg en 1985). Sur la base de ces consommations, la production de viande rouge aurait été de 16 millions de tonnes en 1994, contre 37 officiellement produites.

Les données officielles (publiées) des consommations sont en fait tronquées et ne peuvent être utilisées telles quelles. D'un autre côté, nous ne sommes pas plus certains de la véracité des chiffres de production. C'est dire que vouloir établir des projections de la demande chinoise en grains, en particulier pour les grains fourragers, est un exercice singulièrement vain. C'est dire aussi l'étendue de notre ignorance quant aux évolutions futures de cette demande, et l'ampleur de l'incertitude que la médiocre qualité des statistiques chinoises fait peser sur l'ensemble du commerce international.

Pour autant, l'analyse des évolutions passées de ce commerce international des grains pour la Chine peut apporter un éclairage plus sobre quant aux perspectives à venir, au moins sur le court terme. Il apparaît en particulier que, au cours des dix dernières années, la Chine a été le plus souvent importatrice nette de céréales (tableau 4). Les importations ont été essentiellement celles de blé pour lequel la Chine connaît un déficit structurel faible mais durable. Ces importations ont culminé à la fin des années 80, à la suite de mauvaises récoltes successives, avec près de 15 millions de tonnes importées en 1989. Les meilleures récoltes du début des années 90 ont permis de réduire ces importations de blé (6 et 7 millions de tonnes seulement en 1993 et 1994), tandis que la forte progression du maïs dans le Nord-Est et les surplus qui y sont apparus dopaient les exportations (respectivement 10, 11 et 9 millions de tonnes de maïs exportées en 1992, 1993 et 1994). La Chine est donc devenue temporairement exportatrice nette de céréales de 1992 à 1994.

L'an dernier, cette situation s'est inversée de nouveau, avec des importations nettes dépassant 18 millions de tonnes. Est-ce là le début de ces importations massives que l'on nous promet depuis des années ?

Il semblerait en fait qu'il n'en soit rien. Les importations de blé (12 millions de tonnes) n'ont pas retrouvé leur niveau d'il y a six ans et ne devraient pas croître considérablement dans un proche avenir (sauf récolte catastrophique) : les consommations alimentaires directes ont en effet tendance à stagner, et la substitution du blé au riz dans ces consomma-

tions, due à l'élévation du niveau de vie, ne s'est pas encore réellement manifestée. Le bond en avant des importations de l'an dernier a surtout résulté de l'interdiction faite par les autorités chinoises d'exporter maïs et riz comme par le passé (dans le contexte d'un marché intérieur tendu, suite à l'échec de la libéralisation du commerce des grains). Les surplus de maïs de Mandchourie sont donc restés sur place (2 millions de tonnes ayant été expédiées vers le Sud de la Chine), tandis que les provinces méridionales importaient 5 millions de tonnes pour pourvoir aux besoins de leurs élevages. Si, comme il est prévisible, cette interdiction venait à être levée, les exportations de la Mandchourie reprendraient, compensant les importations du Sud de la Chine. Quant au riz, l'apparition, l'an dernier, d'importations nettes pourrait perdurer, à un niveau cependant très réduit (1 à 2 millions de tonnes importées).

En dépit de la brusque hausse des importations de 1995, plus conjoncturelle que révélatrice d'un déséquilibre durable sur le marché intérieur des grains, les évolutions qui se dessinent apparaissent modérées et ne débouchent pas sur le court terme vers des importations massives. On peut certes s'attendre à une montée en puissance des importations de maïs et au maintien des importations traditionnelles de blé, mais sans que les quantités impliquées atteignent même les 40 ou 50 millions de tonnes prévues par les experts en l'an 2000. Bien entendu, des accidents climatiques ou des dysfonctionnements graves du commerce intérieur pourraient bouleverser ce pronostic modéré.

Même si la volonté chinoise d'autosuffisance alimentaire, maintes fois proclamée, devra sans doute composer avec la nécessité d'importations accrues dans le domaine céréalière, il est quand même vraisemblable, contrairement aux affirmations de Brown, que la Chine ne dépendra jamais massivement du monde extérieur pour son alimentation ■

Références

1. Longworth W. *China's rural development miracle*. St Lucia, Australia : IAAE and University of Queensland, 1989 ; 457 p.
2. Brown L. *Who will feed China, wake-up call for a small planet*. New York : W. W Norton & Company, 1995 ; 163 p.
3. Aubert C. *Prospects of agriculture in Asia*. The Institute of Development Studies. Genève, 1996.

4. Aubert C. Chine rurale : le fossé villes/campagnes. *Revue Tiers-Monde* (numéro spécial : La Chine après Deng) 1996 (à paraître).

5. *Food, nutrition and health status of Chinese in seven provinces 1990*. Peking : L'Académie chinoise de médecine préventive, 1994 : 27.

6. *Zhongguo Nongye Fazhan Baogao 1994* (Rapport sur le développement de l'agriculture chinoise en 1994). Peking : ministère de l'Agriculture, 1995 : 68.

7. *Zhongguo Gengdi Ziyuan ji qi Kaifa Liyong* (Ressources en terres cultivées de la Chine et leur mise en valeur). Peking : Académie chinoise des sciences agricoles ; Institut pour le zonage agricole, 1992 : 9-10.

8. Aubert C. *Before and after the « green revolution », irrigation and grain yields in China*. Giessen (Allemagne) : ECARDC, 1993 : 3-5.

9. Aubert C. *Grain and meat production in China, sustainability and change in two provinces, Henan and Jiangxi*. Manchester (Angleterre) : ECARDC, 1995 ; 1 : 56 p. ; 2 : 67 p.

10. Aubert C. Consommations alimentaires et libéralisation du commerce agricole en Chine. In : Haubert M, éd. *Les paysans peuvent-ils nourrir le Tiers-Monde ?* Paris, 1995 : 121-41.

11. Guorong G, Li Ji. *Zhongguo Nongcun Jingji* (Économie rurale de la Chine), 9 ; 1994 : 38.

12. *Zhongguo Wujia* (China's prices), 7 ; 1995 : 17.

13. *Zhongguo Nongcun GuanCha* (China rural survey). Rapport de la Commission au plan (département de l'Économie rurale) et du Bureau national statistique, 1/1996 : 1-14.

14. Huang Jikun, Rozelle S, Rosegrant M. China's grain problem in 2000s. *Zhongguo Nongcun GuanCha* (China rural survey), 1/1996 : 27-9.

Résumé

Cet article tente de cerner la situation alimentaire en Chine à la lumière des progrès enregistrés au cours des quinze dernières années. Des progrès spectaculaires ont en effet été observés quand le processus de décollectivisation a entraîné une forte progression des récoltes de grains et, surtout, un essor considérable des productions animales. La ration alimentaire moyenne en a été considérablement accrue, même s'il persiste encore des disparités de consommation, tant sociales que géographiques.

L'auteur se risque alors à une appréciation globale et mesurée de la situation alimentaire chinoise et s'efforce surtout de mettre en évidence les risques futurs et les facteurs limitants de la progression agricole dans le futur.

Il souligne les zones d'ombre, les données incertaines et difficiles à interpréter, en particulier celles liées au déficit apparent des grains fourragers, tout en affirmant qu'un véritable changement s'est produit dans les comportements alimentaires.

Des contraintes diverses risquent de limiter la progression observée : contraintes physiques d'abord (ressources en terre, progression plus faible des rendements et surtout contraintes hydriques), mais aussi contraintes institutionnelles dues au désengagement de l'État et au manque d'investissement. La décollectivisation a permis un accès à la terre, mais le système de commercialisation des produits agricoles, outil fondamental d'une politique alimentaire, produit de nombreux dysfonctionnements et les régulations manquent d'efficacité. Les conclusions de l'article résident dans l'incertitude qu'apportent ces données agricoles pour les marchés mondiaux.

Il est vraisemblable, cependant, que la Chine devra composer avec la nécessité d'importer des céréales, mais qu'elle ne sera pas fortement dépendante de l'extérieur pour son alimentation.
